

- Nationale Confederatie voor Kaderleden (NCK), dont le siège est établi à Schaerbeek;
- Netwerk van ondernemende senioren (Neos), dont le siège est établi à Saint-Nicolas;
- OKRA, dont le siège est établi à Schaerbeek;
- S-Plus, dont le siège est établi à Bruxelles;
- Vlaams Algemeen Belgisch Vakverbond (Vlaams ABVV), dont le siège est établi à Bruxelles;
- Vief, dont le siège est établi à Ixelles.

Art. 3. Sont nommés pour un mandat de quatre ans en leur qualité d'organisations ayant une expertise en matière de politique des aînés actives dans la région de langue française :

- Centre d'Education Populaire André Genot (CEPAG), dont le siège est établi à Namur;
- Confédération des Syndicats chrétiens (CSC), dont le siège est établi à Schaerbeek;
- Ecolo, dont le siège est établi à Namur;
- Énéo, dont le siège est établi à Schaerbeek;
- Les Aînés Engagés, dont le siège est établi à Bruxelles;
- Liages, dont le siège est établi à Bruxelles;
- Seniors PS, dont le siège est établi à Bruxelles;
- SENIORS MR, dont le siège est établi à Bruxelles.

Art. 4. Sont nommés pour un mandat de quatre ans en leur qualité d'organisations ayant une expertise en matière de politique des aînés actives dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale :

- FGTB Bruxelles, dont le siège est établi à Bruxelles;
- Grijze Geuzen Platform, dont le siège est établi à Anvers.

Art. 5. Sont nommés pour un mandat de quatre ans en leur qualité d'organisations ayant une expertise en matière de politique des aînés actives dans la région allemande :

- Ligue Nationale Alzheimer Liga, dont le siège est établi à Ans.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et la ministre qui a les Pensions dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE
La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

- Nationale Confederatie voor Kaderleden (NCK), waarvan de zetel gevestigd is te Schaerbeek;

- Netwerk van ondernemende senioren (Neos), waarvan de zetel gevestigd is te Sint-Niklaas;
- OKRA, waarvan de zetel gevestigd is te Schaerbeek;
- S-Plus, waarvan de zetel gevestigd is te Brussel;
- Vlaams Algemeen Belgisch Vakverbond (Vlaams ABVV), waarvan de zetel gevestigd is te Brussel;
- Vief, waarvan de zetel gevestigd is te Elsene.

Art. 3. Worden benoemd voor een mandaat van vier jaar in hun hoedanigheid als organisaties met deskundigheid op het vlak van het ouderenbeleid actief binnen het Franse taalgebied:

- Centre d'Education Populaire André Genot (CEPAG), waarvan de zetel gevestigd is te Namen;
- Confédération des Syndicats chrétiens (CSC), waarvan de zetel gevestigd is te Schaerbeek;
- Ecolo, waarvan de zetel gevestigd is te Namen;
- Énéo, waarvan de zetel gevestigd is te Schaerbeek;
- Les Aînés Engagés, waarvan de zetel gevestigd is te Brussel;
- Liages, waarvan de zetel gevestigd is te Brussel;
- Seniors PS, waarvan de zetel gevestigd is te Brussel;
- SENIORS MR, waarvan de zetel gevestigd is te Brussel.

Art. 4. Worden benoemd voor een mandaat van vier jaar in hun hoedanigheid als organisaties met deskundigheid op het vlak van het ouderenbeleid actief binnen het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad:

- FGTB Bruxelles, waarvan de zetel gevestigd is te Brussel;
- Grijze Geuzen Platform, waarvan de zetel gevestigd is te Antwerpen.

Art. 5. Worden benoemd voor een mandaat van vier jaar in hun hoedanigheid als organisaties met deskundigheid op het vlak van het ouderenbeleid actief binnen het Duitse taalgebied:

- Ligue Nationale Alzheimer Liga, waarvan de zetel gevestigd is te Ans.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE
De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX

AGENCE FEDERALE

POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C – 2023/46492]

16 OCTOBRE 2023. — Arrêté royal relatif aux rétributions concernant l'identification et l'enregistrement des animaux

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, l'article 17, modifié par les lois des 23 décembre 2005 et 20 juillet 2006 ;

Vu la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, l'article 4, § 5, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 2012 relatif aux rétributions concernant l'identification et l'enregistrement des animaux ;

Vu la concertation avec les gouvernements régionaux du 14 février 2023 ;

FEDERAAL AGENTSCHAP

VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C – 2023/46492]

16 OKTOBER 2023. — Koninklijk besluit betreffende de retributies inzake identificatie en registratie van dieren

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, artikel 17, gewijzigd bij de wetten van 23 december 2005 en 20 juli 2006;

Gelet op de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, artikel 4, § 5, lid 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 2012 betreffende de retributies inzake identificatie en registratie van dieren;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen van 14 februari 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2023 ;

Vu l'accord du Secrétaire d'État au Budget, donné le 22 mars 2023 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis 74.378/3 du Conseil d'État, donné le 22 septembre 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les associations, agréées en application du chapitre II de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, dont les tâches relatives à l'identification et l'enregistrement des animaux leur sont confiées en application de l'article 2 et de l'article 3, 2^o de l'arrêté royal du 26 novembre 2006 fixant les conditions d'agrément des associations de lutte contre les maladies des animaux et leur confiant des tâches relevant de la compétence de l'Agence, sont chargées de la perception des rétributions prévu au présent arrêté pour l'identification et l'enregistrement des animaux et dont elles sont les bénéficiaires.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté les définitions de l'article 2 et de l'annexe I de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux s'appliquent.

Art. 3. § 1^{er}. Les associations facturent et encaissent les rétributions prévues au présent arrêté.

L'opérateur paie à l'association les rétributions mentionnées dans l'annexe. Les montants en annexe s'entendent hors T.V.A..

§ 2. Les rétributions sont annuellement ajustées sur base de l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours.

L'Indice santé est l'indice des prix calculé pour l'application de l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ratifié par la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

L'indexation de ces rétributions entre en application le 1^{er} février de chaque année à partir de 2024.

§ 3. L'opérateur qui détient une combinaison d'un troupeau d'ovins et de caprins dans un même établissement, ne paie par année qu'une seule rétribution annuelle pour le premier troupeau de ces espèces animales.

§ 4. Le ministre peut réviser le montant des rétributions figurant en annexe.

Art. 4. Pour une rétribution non payée dans les 60 jours suivant la date d'envoi, un premier rappel sera envoyé et une rétribution forfaitaire de 25 euros sera ajoutée pour troupeau pour laquelle la rétribution est due. Le montant de cette rétribution s'entend hors T.V.A..

Un deuxième rappel, 60 jours après le premier, sera envoyé par courrier recommandé et la rétribution sera à nouveau complétée par la même rétribution que celle indiquée à l'alinéa 1^{er}.

A défaut de paiement dans les 60 jours suivant la date d'envoi du deuxième rappel, le dossier sera transmis à l'Agence.

Art. 5. L'arrêté royal du 14 mai 2012 relatif aux rétributions concernant l'identification et l'enregistrement des animaux, modifié par les arrêtés royaux du 1^{er} juillet 2014 et du 25 juin 2018, est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 125, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux, les mots « l'arrêté royal du 14 mai 2012 relatif aux rétributions concernant l'identification et l'enregistrement des animaux » sont remplacés par les mots « l'arrêté royal du 16 octobre 2023 relatif aux rétributions concernant l'identification et l'enregistrement des animaux ».

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 31 januari 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 22 maart 2023;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies 74.378/3 van de Raad van State, gegeven op 22 september 2023 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De verenigingen, erkend in toepassing van hoofdstuk II van de diergezondheidswet van 24 maart 1987, waaraan taken betreffende de identificatie en de registratie van dieren worden toevertrouwd in toepassing van artikel 2 en artikel 3, 2^o van het koninklijk besluit van 26 november 2006 houdende voorwaarden voor de erkenning van de verenigingen voor de bestrijding van dierenziekten en het hun toevertrouwen van taken die tot de bevoegdheid van het Agentschap behoren, worden belast met de inning van de in dit besluit bedoelde retributies voor de identificatie en registratie van de dieren en waarvoor zij de begunstigde zijn.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit gelden de definities uit artikel 2 en uit bijlage I van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels.

Art. 3. § 1. De verenigingen factureren en ontvangen de in dit besluit bedoelde retributies.

De exploitant betaalt aan de vereniging de in de bijlage vermelde retributies. De bedragen in de bijlage zijn uitgedrukt zonder btw.

§ 2. De retributies worden jaarlijks aangepast op basis van de gezondheidsindex van de maand januari van het lopende jaar.

De gezondheidsindex is het prijsindexcijfer dat berekend wordt voor de toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.

De indexatie van deze retributies is van toepassing vanaf 1 februari van elk jaar vanaf 2024.

§ 3. De exploitant die in een zelfde inrichting een combinatie houdt van een beslag schapen en geiten, betaalt per jaar slechts één jaarlijkse retributie voor het eerste beslag van deze diersoorten.

§ 4. De Minister kan het bedrag van de in de bijlage vermelde retributies herzien.

Art. 4. Voor een retributie die niet betaald is binnen de 60 dagen na de datum van verzenden, wordt een eerste herinnering verstuurd en wordt per beslag waarvoor de retributie verschuldigd is een forfaitaire retributie toegevoegd van 25 euro. Het bedrag van deze retributie is uitgedrukt zonder btw.

Een tweede herinnering, 60 dagen na de eerste, wordt aangetekend verstuurd en de retributie wordt met nogmaals met dezelfde retributie aangevuld als vermeld in lid 1.

Bij het niet betalen binnen de 60 dagen na de datum van verzenden van de tweede herinnering, wordt het dossier overgemaakt aan het Agentschap.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 14 mei 2012 betreffende de retributies inzake identificatie en registratie van dieren, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 1 juli 2014 en van 25 juni 2018, wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 125, § 1, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels, worden de woorden "koninklijk besluit van 14 mei 2012 betreffende de retributies inzake identificatie en registratie van dieren" vervangen door de woorden "koninklijk besluit van 16 oktober 2023 betreffende de retributies inzake identificatie en registratie van dieren".

Art. 7. Le ministre ayant la sécurité de la chaîne alimentaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
D. CLARINVAL

Art. 7. De minister bevoegd voor de veiligheid van de voedselketen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,
D. CLARINVAL

BIJLAGE

A. RETRIBUTIE VOOR DE RUNDEREN

A	Jaarlijkse retributie:	
1°	Voor het eerste beslag: het (her)activeren en per actief beslag op 1 januari:	€ 17,55
2°	Voor elk volgend beslag op dezelfde inrichting:	€ 17,55
3°	Per rund in het beslag, vermeld onder 1°:	€ 1,69
4°	Per vleeskalf, in het beslag, vermeld onder 1°:	€ 0,4051
De retributies bedoeld in punten 3° en 4° worden berekend op basis van het aantal runderen of vleeskalveren dat gemiddeld per dag gehouden werd in het voorgaande kalenderjaar. Dit aantal wordt berekend op basis van de gegevens in SANITEL.		
De retributie bedoeld in punten 1° en 2° geldt ook voor de handelaarsstal als specifiek beslag.		
B	Retributie voor bedrijfsbezoeken:	
	Per begonnen half uur per persoon:	€ 40,51

B. RETRIBUTIE VOOR SCHAPEN, GEITEN, HERTACHTIGEN en KAMEELACHTIGEN

A	Jaarlijkse retributie:	
1°	Voor het eerste beslag: het (her)activeren en per actief beslag op 1 januari:	€ 27,87
2°	Voor elk volgend beslag op dezelfde inrichting:	€ 17,55
B	Retributie voor bedrijfsbezoeken:	
	Per begonnen half uur per persoon:	€ 40,51

C. RETRIBUTIE VOOR DE VARKENS

A	Jaarlijkse retributie:	
1°	Voor het eerste beslag: het (her)activeren en per actief beslag op 1 januari:	
	per beslag ≤ 3 varkensplaatsen:	€ 27,00
	per beslag ≤ 10 varkensplaatsen:	€ 40,51
	per beslag ≤ 100 varkensplaatsen:	€ 54,01
	per beslag ≤ 1500 varkensplaatsen:	€ 81,01
	per beslag > 1500 varkensplaatsen:	€ 108,02
2°	Voor elk volgend beslag op dezelfde inrichting:	€ 17,55
3°	Voor 1° en 2°: per varkensplaats, enkel voor beslagen met > 100 varkensplaatsen:	€ 0,0203
B	Retributie voor bedrijfsbezoeken:	
	Per begonnen half uur per persoon:	€ 40,51

D. RETRIBUTIE VOOR HET PLUIMVEE

A	Jaarlijkse retributie:	
1°	Voor het eerste beslag: het (her)activeren en per actief beslag op 1 januari:	€ 69,68
2°	Voor elk volgend beslag op dezelfde inrichting ¹ :	€ 17,55
3°	Voor elk beslag pluimvee met minder dan 200 stuks pluimvee:	€ 25,34
¹ Niet van toepassing op pluimveebedrijven met geringe capaciteit.		
B	Jaarlijkse retributie voor broeierijen:	€ 69,68
C	Retributie voor bedrijfsbezoeken:	
	Per begonnen half uur per persoon:	€ 40,51

E. RETRIBUTIE VOOR "IN GEVANGENSCHAP LEVENDE VOGELS" van de soorten: kippen, kalkoenen, parelhoen, eenden, ganzen, kwartels, fazanten, patrijzen en loopvogels (Ratitae)

A	Jaarlijkse retributie:	
1°	Voor het (her)activeren en per actief beslag op 1 januari:	€ 27,87
B	Retributie voor bedrijfsbezoeken:	

	Per begonnen half uur per persoon:	€ 40,51
--	------------------------------------	---------

F. RETRIBUTIE VOOR DE KONIJNEN

A	Jaarlijkse retributie:	
1°	Voor het eerste beslag: het (her)activeren en per actief beslag op 1 januari, behalve 2°:	€ 69,68
2°	Voor het eerste beslag konijnen met minder dan 20 voedsters of 200 vleeskonijnen: het (her)activeren en per actief beslag op 1 januari:	€ 25,34
3°	Voor elk volgend beslag op dezelfde inrichting:	€ 17,55
B	Retributie voor bedrijfsbezoeken:	
	Per begonnen half uur per persoon:	€ 40,51

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van [16 oktober 2023](#) betreffende de retributies inzake identificatie en registratie van dieren

Van Koningswege:

De Minister van Landbouw,

David CLARINVAL

ANNEXE

A. RETRIBUTION POUR LES BOVINS

A	Rétribution annuelle :	
1°	Pour le premier troupeau : la (ré)activation et par troupeau actif au 1 ^{er} janvier :	€ 17,55
2°	Pour chaque troupeau suivant dans le même établissement :	€ 17,55
3°	Par bovin présent dans le troupeau dont question au 1° :	€ 1,69
4°	Par veau d'engraissement présent dans le troupeau dont question au 1° :	€ 0,4051
Les rétributions visées aux points 3° et 4° sont calculées sur base du nombre de bovins ou veaux d'engraissement détenus en moyenne par jour au cours de l'année civile précédente. Ce nombre est calculé sur base des données de SANITEL.		
La rétribution prévue au point 1° et 2° est aussi d'application pour l'étable de négociant comme troupeau spécifique.		
B	Rétribution pour des visites d'exploitation :	
	Par demi-heure entamée par personne :	€ 40,51

B. RETRIBUTION POUR LES OVINS, CAPRINS, CERVIDÉS et CAMÉLIDÉS

A	Rétribution annuelle :	
1°	Pour le premier troupeau : la (ré)activation et par troupeau actif au 1 ^{er} janvier :	€ 27,87
2°	Pour chaque troupeau suivant sur le même établissement :	€ 17,55
B	Rétribution pour des visites d'exploitation :	
	Par demi-heure entamée par personne :	€ 40,51

C. RETRIBUTION POUR LES PORCS

A	Rétribution annuelle :	
1°	pour le premier troupeau : la (ré)activation et par troupeau actif au 1 ^{er} janvier :	
	par troupeau avec ≤ 3 emplacements de porc :	€ 27,00
	par troupeau avec ≤ 10 emplacements de porc :	€ 40,51
	par troupeau avec ≤ 100 emplacements de porc :	€ 54,01
	par troupeau avec ≤ 1500 emplacements de porc :	€ 81,01
	par troupeau avec > 1500 emplacements de porc :	€ 108,02
2°	Pour chaque troupeau suivante sur le même établissement :	€ 17,55
3°	Pour 1° en 2° : par emplacement uniquement aux exploitations avec > 100 emplacements de porc :	€ 0,0203
B	Rétribution pour des visites d'exploitation :	
	Par demi-heure entamée par personne :	€ 40,51

D. RETRIBUTION POUR LES VOLAILLES

A	Rétribution annuelle :	
1°	Pour le premier troupeau : la (ré)activation et par troupeau actif au 1 ^{er} janvier :	€ 69,68
2°	Pour chaque troupeau suivant dans le même établissement :	€ 17,55
3°	Pour chaque troupeau de volailles avec moins de 200 têtes de volailles :	€ 25,34
¹ Ne pas d'application aux exploitations de volailles de faible capacité.		
B	Rétribution annuelle pour les couvoirs :	€ 69,68
C	Rétribution pour des visites d'exploitation :	
	Par demi-heure entamée par personne :	€ 40,51

E. RETRIBUTION POUR LES « OISEAUX CAPTIFS » des espèces poules, dindes, pintades, canards, oies, cailles, les faisans, les perdrix et les ratites (Ratitae).

A	Rétribution annuelle :	
1°	Pour la (ré)activation et par troupeau actif au 1 ^{er} janvier :	€ 27,87
B	Rétribution pour des visites d'exploitation :	

	Par demi-heure entamée par personne :	€ 40,51
--	---------------------------------------	---------

F. RETRIBUTION POUR LES LAPINS

A	Rétribution annuelle :	
1°	Pour le premier troupeau : la (ré)activation et par troupeau actif au 1 ^{er} janvier, excepte 2° :	€ 69,68
2°	Pour le premier troupeau de lapins avec moins de 20 lapins de reproduction ou 100 lapins de chair : pour le premier troupeau : la (ré)activation et par troupeau actif au 1 ^{er} janvier :	€ 25,34
3°	Pour chaque troupeau suivant sur le même établissement :	€ 17,55
B	Rétribution pour des visites d'exploitation :	
	Par demi-heure entamée par personne :	€ 40,51

Vu pour être annexé à Notre arrêté du [16 octobre 2023](#) relatif aux rétributions concernant l'identification et l'enregistrement des animaux

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,

David CLARINVAL